

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANULATS DE FRANCHE COMTE

10, Rue de Franche Comté
25480 École-Valentin

Références : UID25-70-90/SPR/BB/2025-0314A
Code AIOT : 0005901560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement GRANULATS DE FRANCHE COMTE implanté Lieu-dit La Grande Côte 25640 Marchaux-Chaudefontaine. L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS DE FRANCHE COMTE
- Lieu-dit La Grande Côte 25640 Marchaux-Chaudefontaine
- Code AIOT : 0005901560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une carrière de roches massives calcaires. Elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 pour une durée de 30 ans. La production maximale autorisée est de 450 000 t/an. L'exploitant est également autorisé à accueillir des déchets inertes pour une activité de recyclage et pour le remblaiement de la carrière. La quantité de déchets inertes pouvant être accueillie est de 50 000 m³/an.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4	Sans objet
2	Epaisseur d'extracation et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 19	Sans objet
3	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 10, 26.2 et 26.3	Sans objet
4	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 20	Sans objet
5	Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 23 et 24	Sans objet
6	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 29	Sans objet
7	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5., 19.6 et 19.7	Sans objet
8	Stockage de liquides polluants	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 25.2	Sans objet
9	Volume de de matériaux inertes externes	Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.2	Sans objet
10	Dépôt de matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5	Sans objet
11	Trafic routier	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 22	Sans objet
12	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré que l'exploitation de la carrière était satisfaisante. En particulier, l'exploitant assure un bon suivi des déchets inertes admis.

L'exploitation est en retard par rapport au phasage initialement prévu. L'exploitant doit être

vigilant sur la conformité des largeurs de banquettes pour les gradins supérieurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 13 600 000 tonnes sous une couverture d'environ 30 cm de terres végétales et d'environ 70 cm matériaux de découverte (calcaire altéré). La quantité annuelle maximale autorisée à extraire est de 600 000 t/an lors des deux premières années d'autorisation et de 450 000 tonnes les années suivantes. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte (impropre à la vente) qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.
Constats : L'exploitant a déclaré ses niveaux de production pour l'année 2023 dans l'application GEREP. Pour 2024, la déclaration n'a pas encore été effectuée (échéance au 31 mars), mais l'exploitant a présenté les chiffres de ventes de granulats. La production pour ces deux années est inférieure à la production moyenne autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Epaisseur d'extracation et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : 19.1. Le gisement sera exploité sur une épaisseur variant de 45 m à l'est (3 gradins de 15 m de haut chacun séparés par des banquettes horizontales de 10 m de largeur) à 90 m à l'ouest (6 gradins de 15 m de hauteur unitaire séparés par des banquettes horizontales de 15 m pour les 3 gradins supérieurs et 10 m pour les autres) en fonction de la topographie du terrain naturel voisin. 19.2. L'extraction des matériaux se déroulera en 6 phases de 5 ans conformément au phasage précisé en Figures F1 à F6 jointes en annexe ; la première phase est prévue au nord du site autorisé et les suivantes se décaleront vers le sud en tranche sensiblement parallèles. 19.3. La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en cours d'exploitation ne doit pas se situer au-dessous de 320 mètres NGF. 19.4. Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis

<p>Constats :</p> <p>L'examen du plan topographique de la carrière montre que la cote minimale de la carrière est de 321 m NGF. La cote minimale est donc respectée.</p> <p>Les fronts de taille respectent la hauteur maximale de 15 mètres. Par contre, l'exploitant doit être vigilant sur le respect des largeurs de banquettes pour les 3 gradins supérieurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 10, 26.2 et 26.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 10 : Dès la signature du présent arrêté et pendant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant est tenu de placer et de maintenir : [...] 5. une aire étanche pour le stationnement, l'entretien et le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur-déshuileur ou tout dispositif d'efficacité au moins équivalent. Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site</p> <p>Article 26.2 : Les eaux pluviales et les eaux d'exhaure non polluées sont à collecter si nécessaire pour être rejetés dans le milieu naturel. Les normes de rejet dans le milieu naturel sont : - MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l - DCO (demande chimique en oxygène sur l'effluent non décanté : < 125 mg/l - Hydrocarbures : < 10 mg/l</p> <p>Article 26.3 : Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et des matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur aire étanche (approvisionnement en carburant des engins de chantier, entretiens - vidange - petites réparations des engins, stationnement des engins) comme celle prévue à l'article 10 ci-dessus, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 26.2 ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une aire étanche extérieure associée à un décanteur-déshuileur. L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de vidange du dispositif en 2024. L'exploitant dispose également d'un atelier couvert où peuvent être stationnés 2 engins. L'entretien et le ravitaillement sont faits dans cet atelier.</p>

L'exploitant a présenté les résultats de la surveillance des eaux en sortie du décanteur-déshuileur. La concentration en hydrocarbure mesurée en 2024 est de 1,6 mg/L.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire effectuer une vidange du décanteur-deshuileur en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : L'extraction se fera selon le phasage décrit précédemment, exploitation en fosse. Après décapage des terrains, l'extraction proprement dite s'effectuera par tirs de mines verticales dont l'explosif sera mis à feu par détonateurs avec micro-retard afin de réduire la charge explosive unitaire instantanée (92 kg maximum). L'unité de criblage-concassage - broyage des matériaux fonctionnera en continu toute l'année.
Constats : L'exploitation de la carrière est en retard par rapport au phasage prévisionnel. L'exploitation devrait se situer au début de la phase 4 alors qu'elle est plutôt en fin de phase 2/début de phase 3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 23 et 24
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords,dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (nivellement NGF) en particulier de Faire des stockages et les banquettes découpant les fronts - les zones remises en état, - la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le plan de la carrière daté du 2 octobre 2024.

Le plan comporte l'ensemble des informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Vibration
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction
Constats : L'exploitant a présenté la liste des tirs de mines réalisés en 2024 et les résultats des mesures de vibrations associées. Des plans de tirs ont été consultés par sondage. Le niveau maximal de vibration mesuré au niveau des premières habitations en 2024 est de 2,08 mm/s (tir du 24/01/2024). La charge unitaire maximale constatée sur les plans de tirs est de 84 kg, pour une valeur maximale autorisée de 92 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5., 19.6 et 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Article 19.5 : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site. Article 19.6 : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des

premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;

- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 9.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Article 19.7 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

L'exploitant fait réaliser une surveillance des retombées de poussières. Deux campagnes de surveillance ont été réalisées en 2024, en février et en juillet.

La plan de surveillance comporte une jauge témoin (type a), 2 jauges au niveau des premières habitations (type b), et 3 jauges en limite de site (type c).

Sur les jauges de type b), les résultats de la surveillance sont, en moyenne pour 2024, inférieurs à 60 mg/m²/jour.

Le jour de l'inspection, des jauges étaient installées pour la réalisation de la surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage de liquides polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 25.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 100 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :
<p>Une visite de l'atelier de la carrière a été effectuée. Les produits dangereux (huiles par exemple) sont stockés sur rétention, à l'intérieur de l'atelier.</p> <p>L'exploitant dispose également d'une cuve double enveloppe de GNR.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant ne dispose pas d'un indicateur de niveau de remplissage de la cuve de GNR. Un tel dispositif pourrait être installé afin de s'assurer du volume restant avant réalisation d'un dépotage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Volume de de matériaux inertes externes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des matériaux inertes extérieurs au site sont admis pour le remblaiement de la carrière dans le cadre de la remise en état. Ils sont apportés à partir de la deuxième phase d'exploitation jusqu'à la fin de l'exploitation du site au rythme de 50000 m³/an dont 5000 à 10000 m³/an sont recyclés en granulats.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets admis sur le carrière pour l'année 2024 a été examiné. Le volume reçu est inférieur au volume maximal autorisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dépôt de matériaux inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dépôt de matériaux inertes au sein de la carrière est autorisé au rythme de 50000 m³/an à partir de la deuxième phase d'exploitation jusqu'à la fin de l'autorisation.</p> <p>Il s'agit de matériaux inertes, non souillés provenant de chantiers de terrassement, construction ou de démolition. Le remblayage de la carrière avec des matériaux inertes ne doit pas nuire à la qualité des sols compte tenu du contexte géochimique local ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p> <p>Le stockage de matériaux inertes d'apport extérieur au site s'effectue à partir de la 2e phase d'exploitation jusqu'à la fin de l'autorisation suivant les prescriptions suivantes :</p> <p>Matériaux acceptés et refusés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les matériaux autorisés sont listés à l'annexe I du présent arrêté. Ce sont des matériaux solides et inertes tels que déblais non pollués provenant des chantiers de terrassement, de construction,

de rénovation, de démolition ou de carrières, constitués exclusivement de bétons, boues de béton, briques, tuiles et céramiques, matériaux de constructions à base de produits minéraux naturels, de terres non polluées, pierres et cailloux.

- L'acceptation des boues de béton inertes sur le site de Marchaux fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable conformément à l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

Les boues ne respectant pas les critères définis en annexe I] de l'arrêté du 12 décembre 2014 ne seront pas acceptées.

- La terre végétale est stockée à part et doit servir à la revégétalisation des zones définitivement talutées.

- Les matériaux interdits sont ceux qui ne sont pas visés à l'annexe I du présent arrêté; il s'agit notamment des matériaux non inertes et en particulier des matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc.) ainsi que les produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit. Une benne pour la récupération des refus est à mettre en place.

Obligation du producteur de déchets:

Il remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type de déchets (libellé et code à six chiffres, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement).

Ce bordereau de suivi indique la date, la provenance (nom du chantier), la quantité des matériaux, l'identification du véhicule et du transporteur et doit attester de la conformité des matériaux.

Le producteur de boues de béton fournit préalablement une évaluation du potentiel polluant des boues par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation est conforme à la norme NF EN 12457-2.

Obligation de l'exploitant :

- Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents du producteur. Ces documents doivent être archivés. L'exploitant tient un registre d'admission sur lequel seront répertoriés :

- Nom du client (producteur),
- la date de réception,
- la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets,
- l'origine et la nature des déchets,
- la quantité (volume ou masse) de déchet,
- le moyen de transport utilisé et N° d'immatriculation du véhicule,
- nom du transporteur, le résultat du contrôle visuel et la vérification des documents d'accompagnements,
- les résultats de l'acceptation préalable des boues de béton conformes à l'article 3 et à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.

Ce registre est conservé pendant au moins 10 ans. Il est accompagné d'un plan d'exploitation permettant de localiser les zones de remblais.

En cas de refus, l'exploitant communique au préfet de département dans lequel se situe l'installation, au plus tard 48 heures après le refus :

- les caractéristiques et les quantités de déchets refusés,
- l'origine des déchets,
- le motif de refus d'admission,
- le nom et les coordonnées du producteur de déchets et, le cas échéant, son numéro de SIRET,

- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.517-8 du code de l'environnement.

Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes:

- le chargement du camion doit être examiné visuellement au moment de l'entrée du camion sur le site et au moment du déchargement,
- les matériaux doivent être préalablement réceptionnés et déchargés en un cordon sur une aire de contrôle afin d'en vérifier le contenu visuellement et olfactivement. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante, subir le cas échéant l'application d'un test pour la vérification des matériaux routiers (enrobés bitumineux secs) sans goudrons;
- les matériaux souillés doivent être refusés, rechargés immédiatement puis réexpédiés vers un centre de stockage approprié,
- les chargements conformes sont mis en remblai pour un stockage définitif,
- le registre des refus doit mentionner l'expéditeur, l'origine, la nature, le volume des matériaux ainsi que les raisons du refus.

Les matériaux inertes sont stockés dans la partie Nord-Nord-Est de la carrière sur une surface de 4,7ha.

Le remblaiement s'effectue selon les modalités édictées dans le dossier de demande de modification (phasage du remblaiement) et conformément aux plans de l'Annexe II du présent arrêté.

Le régalaie des stériles sur les matériaux inertes débute lors de la 4e phase d'exploitation.

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Constats :

Un contrôle des modalités d'accueil des matériaux inertes a été effectué.

L'exploitant dispose d'un recueil des déclarations d'acceptation préalable effectuée par les producteurs de déchets. Un examen par sondage a été effectué. Les DAP pour les déchets de type boues de béton ont en particulier été contrôlés pour l'année 2024 : celles-ci comportent des analyses des composés mentionnés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 ; les résultats des analyses sont conformes.

Un examen par sondage du registre des déchets a été effectué. Le registre comporte les informations requises.

La visite du site a porté également sur la zone de stockage des déchets inertes. Les producteurs de déchets déposent leur chargement sur une zone tampon identifiée. Les déchets sont ensuite poussés définitivement par l'exploitant. Une benne située à proximité permet de trier les éventuels déchets indésirables présents.

L'exploitant a indiqué qu'il procédait également à des contrôles inopinés sur des chargements de déchets, afin de faire des analyses sur les déchets.

Le régalaie des stériles et leur végétalisation n'ont pas débuté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Trafic routier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 22

Thème(s) : Risques chroniques, Carrière

Prescription contrôlée :

Le trafic poids lourds s'effectue selon l'itinéraire figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, dans la limite de 200 rotations de camions par jour sur la RD 486 les 2

premières années puis 150 les années suivantes, sur la base d'un tonnage moyen de 25 tonnes par véhicule en utilisant au maximum l'autoroute.
Constats : Actuellement, le trafic routier est de l'ordre de 60 rotations par jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : Les travaux de réaménagement écologique débutent lors de la 3e phase d'exploitation. Les travaux de végétalisation débutent au cours de la 4e phase d'exploitation et se poursuivent jusqu'à l'échéance de la remise en état soit à 6 mois de la fin de l'autorisation.
Constats : Les travaux de végétalisation des remblais n'ont pas commencé, ceux-ci n'étant pas encore en position définitive. L'exploitant a signé une convention avec la commune et le Conservatoire des Espaces Naturels pour le développement et l'entretien de zones de pelouses sèches autour de la carrière. L'exploitant a présenté le rapport des actions menées en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite